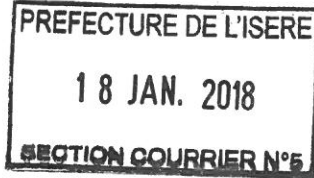


COMITE SYNDICAL

DU 10 JANVIER 2018



Le 10 janvier 2018 à 17 heures 30, le comité syndical de l'Etablissement Public de l'EP-SCoT, s'est réuni sur la convocation adressée en date du 14 décembre 2017 par Monsieur Yannik OLLIVIER dans les locaux de l'Hôtel du Département.

Nombre de délégués syndicaux titulaires en exercice au jour de la séance :	32
Nombre de délégués syndicaux titulaires présents ou représentés :	25
Quorum requis : 5 entités territoriales présentes ou représentées :	6
6667 voix présents ou représentés :	8 004,71 voix

PRESENTS

Titulaires

Mmes et MM. Yannik OLLIVIER, Christine GARNIER, Jérôme DUTRONCY, Laurent THOVISTE, Michelle VEYRET, Jean-Noël CAUSSE, (Grenoble-Alpes Métropole), Jean-Paul BRET, Michel ROSTAING-PUISSANT, (Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais), Martial SIMONDANT, (Bièvre Isère Communauté), Daniel NIOT, (Communauté de Communes du Trièves), Jean-Claude POTIÉ, (Saint Marcellin Vercors Isère Communauté), Francis GIMBERT (à partir de 18 h 15), Pierre BEGUERY, Henri BAILE, (Communauté de Communes Le Grésivaudan).

Suppléants :

Mmes et MM. Joël CAVRET, (Communauté de Communes du Trièves), Raphaël MOCELLIN, Jean-Yves BALESTAS, (Saint Marcellin Vercors Isère Communauté).

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR

Mme Nicole BOULEBSOL, (Grenoble-Alpes Métropole),
M. Michel OCTRU, (Grenoble-Alpes Métropole),
M. Luc REMOND, (Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais),
M. Jérôme BARBIERI, (Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais),
M. Eric SAVIGNON, (Bièvre Isère Communauté),
Mme Marie-Claire TERRIER, (Communauté de Communes du Trièves),
Mme Isabelle DUPRAZ-FOREY, (Saint Marcellin Vercors Isère Communauté),
Mme Laurence THERY, (Communauté de Communes Le Grésivaudan).

AUTRES PERSONNES PRÉSENTES

Mmes et MM. Catherine CHABERT, (DDT 38), Jean-François INARD, (Saint Marcellin Vercors Isère Communauté), Georges DÉRU, (Payeur Départemental), Paul BERTHOLET, (Ville de Gières), Benoît PARENT, Constant BERROU, Murielle PEZET-KUHN, (AURG), Philippe AUGER, Olivier ALEXANDRE, Karine PONCET-MOISE, Amandine DECERIER, Cécile BENECH, Soizic GELINEAU, (stagiaire), (Etablissement Public du SCoT).

PERSONNES EXCUSÉES

Mme et MM. Nicole BOULEBSOL, Michel OCTRU, (Grenoble-Alpes Métropole), M. Luc REMOND, Jérôme BARBIERI, (Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais), M. Eric SAVIGNON, Jean-Christian PIOLAT (Bièvre Isère Communauté), Mme Marie-Claire TERRIER, (Communauté de Communes du Trièves), Mme Isabelle DUPRAZ-FOREY, (Saint Marcellin Vercors Isère Communauté), Laurent THERY, (Communauté de Communes Le Grésivaudan).

Objet : Avis du SCoT de la Grande Région de Grenoble sur le projet d'aménagement de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau et la mise en compatibilité des PLU des communes d'Echirolles, Grenoble, Saint Egrève et Saint Martin le Vinoux dans le cadre de l'enquête publique

COMITE SYNDICAL DU 10 JANVIER 2018

DELIBERATION N° 18-I-VI

**AVIS DU SCOT DE LA GRANDE REGION DE GRENOBLE SUR LE PROJET
D'AMENAGEMENT DE L'A480 ET DE L'ECHANGEUR DU RONDEAU ET LA MISE EN
COMPATIBILITE DES PLU DES COMMUNES DE ECHIROLLES, GRENOBLE, SAINT-
EGREVE ET SAINT-MARTIN-LE-VINOUX DANS LE CADRE DE L'ENQUETE
PUBLIQUE**

Le président expose :

Qu'en avril 2017, l'EP SCoT a été invité à donner son avis sur le projet d'aménagement de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau dans la traversée de Grenoble dans le cadre de la concertation inter-service préalable à l'enquête publique de déclaration d'utilité publique du projet. Des observations ont ainsi été apportées par les élus du SCoT afin que le dossier d'enquête publique soit complété.

Dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique, l'EP SCoT n'a pas été consulté et invité à donner son avis sur le dossier soumis à enquête publique. En effet, en vertu de l'article R122-7 du Code de l'Environnement, les services de la Préfecture de l'Isère n'ont consulté que les communes d'implantation du projet d'aménagement de l'A480 et du Rondeau ainsi que Grenoble Alpes Métropole et le Département.

C'est donc dans le cadre de l'enquête publique relative à la déclaration d'utilité publique concernant l'aménagement de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau et la mise en compatibilité des PLU des communes de Echirolles, Grenoble, Saint-Egrève et Saint-Martin-le-Vinoux qui a démarré le 20 novembre dernier que l'EP SCoT souhaite s'exprimer.

Il rappelle les objectifs, orientations et recommandations du SCoT concernant le rôle et l'évolution du système autoroutier de la grande région de Grenoble et propose les remarques suivantes :

Si certaines remarques formulées par l'EP-SCoT sur le dossier dans le cadre de la Consultation Inter Services ont été prises en compte dans le dossier soumis à enquête publique, d'autres sont restées incomplètes ou n'ont pas été abordées.

1.1 LA STRATEGIE DU SCOT

L'ensemble du chapitre du dossier mis à enquête publique qui présente les choix politiques est essentiel à la compréhension des enjeux et objectifs inscrits dans le SCoT.

Afin de garantir ces principes d'organisation des transports et de la mobilité la stratégie du SCoT en matière de déplacements et d'évolution du système autoroutier gagnerait à être précisée dans les chapitres du dossier consacrés à ce sujet (présentation des documents cadre dans la pièce E – étude d'impact – et présentation des stratégies territoriales dans la pièce F – analyse socio-économique).

L'EP SCoT avait souhaité que le dossier soit complété par les éléments mentionnés ci –avant.

Les élus du SCoT renouvellent donc leur remarque à ce sujet et souhaitent que ces compléments soient apportés.

1.2 DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT EN FAVEUR DE LA MOBILITE DURABLE

Le projet affiche plusieurs intentions positives en matière de mobilité durable et co-voiturage :

- développement des parkings de covoiturage en amont de l'A480,
- expérimentation du covoiturage dynamique,
- étude d'opportunité pour faciliter le covoiturage sur A48 entre Voreppe et Saint-Egrève,
- étude d'implantation de Voies Réservées aux Transports en Commun (VRTC) sur l'A480 au Sud de l'échangeur du Rondeau et l'A41 Sud,
- études de faisabilité d'expérimentation d'arrêts urbains sécurisés sur diffuseurs, participation au développement de bornes de recharge électrique sur parkings,
- expérimentation de nouvelles avancées technologiques en matière d'autoroute connectée...

La promotion du covoiturage implique de lui donner un avantage concurrentiel comme les TC par l'affectation d'une voie réservée (cf Leeds, Madrid). La mise en place de l'expérimentation d'une voie réservée au covoiturage de façon dynamique et des voies réservées pour la circulation des transports collectifs évoquées dans le dossier devrait être envisagée dès la mise en service des aménagements sur l'A480, afin que ce dernier soit accompagné d'actions permettant de conforter le report modal sur les flux d'échanges entre le cœur de l'agglomération et le reste de la grande région grenobloise.

Aussi, les études d'opportunité, d'expérimentation et d'implantation doivent être entreprises dès aujourd'hui et les élus du SCoT souhaitent qu'un engagement d'AREA soit pris dès à présent et que les intentions d'AREA en matière de mobilité durable soient contractualisées.

1.3 L'APAISEMENT DES VITESSES DANS LA METROPOLE

Le projet de réaménagement de l'A480 présenté dans le dossier d'enquête publique se compose d'une mise à 2x3 voies avec BAU conçue selon le référentiel technique utilisé pour la conception de l'aménagement de l'autoroute A480 qui est le guide « Voies Structurantes d'Agglomération - Conception des voies à 90 km/h » étant précisé que La vitesse maximum autorisée sur l'autoroute A480 aménagée par la société AREA sera adaptée selon les heures, les niveaux de trafic et les sections traversées, de manière dynamique, dans la limite d'une vitesse plafond de 90km/h.

Il est également mentionné dans le dossier d'enquête publique que du fait du rapprochement des échangeurs sur la séquence centrale (entre les diffuseurs du Vercors et de Louise-Michel) et de la proximité de zones d'urbanisation plus dense, les signataires du protocole d'intention conviennent de l'intérêt d'une vitesse limitée à 70km/h et que les mesures de police correspondantes seront prises par le préfet de l'Isère à la mise en service, sur la base d'une étude d'impact spécifique à ce point.

Pourtant, le SCoT recommande une vitesse de référence de 70 km/h dans le cœur de l'agglomération grenobloise (DOO p. 357), au-delà de la séquence centrale. Ces recommandations s'appuient sur les nombreux travaux conduits par l'EP-SCoT sur le chrono-aménagement (synthétisés dans un ouvrage du CERTU sur « chrono-aménagement et autoroute autrement ») qui ont démontré qu'une vitesse de référence à 70 km/h ouvrirait plus de souplesse dans l'usage de l'emprise autoroutière notamment grâce à des bandes de roulement de largeur plus réduite, permettant un aménagement moins consommateur d'espace ou offrant la possibilité de créer (par exemple) une voie supplémentaire réservée aux TC ou au covoiturage.

Mêmes si les recommandations du SCoT n'ont certes pas de valeur prescriptive (tout en faisant partie intégrante du document), elles peuvent faciliter la mise en œuvre des orientations et objectifs du DOO, il serait opportun que le maître d'ouvrage justifie plus clairement la motivation de ce choix dans le dossier de déclaration d'utilité publique final.

Les élus du SCoT souhaitent que l'étude d'impact sur le tronçon central soit lancée dès à présent pour que les résultats puissent nourrir la conception du projet d'aménagement et souhaitent que cette étude

soit élargie à l'ensemble des grandes infrastructures routières d'accès au cœur de la métropole.

1.4 UN DOSSIER A COMPLETER SUR LES DEPLACEMENTS A L'ECHELLE

Enfin le dossier se concentre principalement sur l'analyse des effets au droit de l'A480 et n'aborde que trop peu les déplacements selon une approche inter-territoriale à l'échelle de la Grande Région Grenobloise. Un complément d'analyse sur les impacts des projets sur les bouchons actuels observés aux portes de la métropole grenobloise pourrait être proposé.

Des analyses sur les effets des flux de déplacements des territoires voisins vers la métropole pourraient être présentées et seraient intéressantes pour apprécier pleinement l'un des objectifs principaux du SCoT de fiabilisation des conditions de déplacements.

1.5 LES IMPACTS DU CHANTIER SUR LES TERRITOIRES VOISINS A MIEUX APPRECIER

Le chantier d'aménagement de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau va se dérouler sur plusieurs années et aura un impact parfois significatif sur les échanges entre le cœur de la Métropole et les Territoires voisins. Il apparaît en conséquence indispensable que soit pris en compte ces impacts et mieux précisé dans le dossier les mesures permettant d'assurer une mobilité d'échange maîtrisée.

Après en avoir débattu le comité syndical :

- adopte l'avis du SCoT de la Grande Région de Grenoble sur le projet d'aménagement de l'A480 et de l'échangeur du Rondeau
- mandate le président pour le porter à la connaissance du Président de la commission d'enquête

Vote : à l'unanimité

Voix pour : 8 004,71

Voix contre : 0

Abstention : 0

Fait à Grenoble, le 10 janvier 2018

Le Président

Yannik OLIVIER

